



Communiqué de presse

Mende, le 2 mars 2026

. Les milices de Guelleh utilisent de drones Bayaktar contre des enfants Afar à Gagadé

Pendant que l'attention internationale reste focalisée sur le conflit israélo-américano-iranien, le régime d'Ismaël Omar Guelleh poursuit en toute impunité ses crimes contre les civils Afar. Cette fois, ce sont des enfants qui ont été visés par un drone de fabrication turque.

Une attaque meurtrière contre des enfants bergers

Le 2 mars 2026, un drone Bayraktar a tiré un missile sur un groupe d'enfants qui gardaient leurs chèvres à Gagadé (district de Dikhil). Le bilan est tragique

- Deux enfants de la même famille tués, un garçon et une fillette de 6 ans
- Quatre autres enfants blessés, dont certains grièvement
- Un grand nombre de chèvres massacrées

. Une stratégie de terreur répétée

Ce n'est pas un acte isolé. Les milices du régime djiboutien, sous la direction du **colonel Wahib**, cousin du président, multiplient les attaques contre les civils Afar, y compris en territoire éthiopien.

Exemples récents :

- **26 décembre 2024 – Syarou** : trois bergers tués par drone
- **30 janvier 2025 – territoire éthiopien** : un bombardement visant des personnes rassemblées pour un enterrement fait **13 morts**, dont **3 femmes**, et **18 blessés**, dont **2 grièvement**
- **13 janvier 2026 – territoire éthiopien** : une femme tuée et trois bergers blessés, dont deux grièvement

Ces attaques systématiques constituent des crimes de guerre et une politique assumée de terreur contre les populations Afar.

Le **FRUD** condamne avec la plus grande fermeté ce crime odieux commis contre des enfants innocents.

Le **FRUD** considère que :

- **La Turquie**, fournisseur des drones tueurs
- **La France**, qui contrôle l'espace aérien djiboutien
- **Le colonel Boggoreh** et les responsables militaires du régime portent **une responsabilité directe** dans ce nouveau crime de guerre

Le **FRUD** appelle la communauté internationale, les organisations de défense des droits humains et les institutions régionales à prendre des mesures urgentes pour mettre fin à ces violations graves et répétées du droit international humanitaire.

Mohamed Kadamy Président du FRUD

frud_djibouti@hotmail.com

